Le code de l'indigénat en 3e : cours, exercices et méthode pour le brevet

3e | Difficulté ★★☆ | ⏱ 45 min | Objectif : Le code de l'indigénat | Tombe souvent au brevet | Éco-encre (N&B)

Prénom : ..... **Date :** .....

Compétence visée (programme cycle 4) : Première Guerre mondiale, régimes totalitaires, Seconde Guerre mondiale et Shoah, guerre froide, décolonisation, Ve République, monde depuis 1989.

Coach Vince te résume l'essentiel

- Le code de l'indigénat organise, dans une partie de l'empire colonial français, un régime juridique inégal entre les citoyens français et les populations colonisées.
- Il permet notamment de sanctionner des « infractions spéciales » par une procédure administrative, sans les garanties ordinaires de la justice.
- Pour bien l'expliquer, Coach Vince te demande de relier toujours le texte juridique à la domination coloniale et à la revendication d'égalité.

AU BREVET, ON TE DEMANDE...

Tu dois expliquer comment une règle, un texte ou une situation révèle l'inégalité entre citoyens français et populations colonisées.

Type de question	Analyse de document accompagnée d'une question de cours ou rédaction construite.
Exemple type	À partir d'un texte montrant qu'une autorité coloniale peut punir un indigène, expliquez en quoi le code de l'indigénat est un instrument de domination coloniale.
Alerte piège	Citer une phrase du document sans expliquer qu'elle prouve l'existence d'un régime juridique inégal.

LA LEÇON

Comprendre le cadre colonial

Le code de l'indigénat désigne un ensemble de règles d'exception appliquées par la France dans une partie de son empire colonial. Il ne faut pas imaginer un texte identique partout et inchangé : les dispositions varient selon les territoires et les périodes. Le principe commun reste toutefois clair : les populations colonisées ne disposent pas des mêmes droits que les citoyens français. Elles sont placées sous une autorité administrative très étendue. En Algérie, un régime de l'indigénat est instauré par une loi de 1881, puis ce type de dispositif est étendu ou adapté dans d'autres colonies françaises.Le mot indigène est alors une catégorie administrative coloniale. Il ne désigne pas simplement une personne née dans un lieu. L'administration classe des habitants comme « indigènes » afin de leur appliquer un statut particulier. Cette classification repose sur une hiérarchie construite par la puissance coloniale : d'un côté, les citoyens français ; de l'autre, les sujets coloniaux soumis à des règles plus contraignantes. Les statuts juridiques sont donc inégaux, même lorsque les personnes vivent sur un territoire contrôlé par le même État.Tu dois distinguer trois mots. Un citoyen possède des droits politiques et civils reconnus par la loi, comme participer à la vie politique selon les règles en vigueur. Un sujet relève de l'autorité d'un État, mais ne bénéficie pas nécessairement de tous les droits du citoyen. Une colonie est un territoire

dominé, administré et exploité par une puissance étrangère. Le code de l'indigénat montre que la colonisation ne repose pas seulement sur la conquête militaire ou l'exploitation économique : elle s'appuie aussi sur des lois inégalitaires.

Deux statuts, des droits très différents

Élément	Citoyens français	Populations soumises à l'indigénat
Statut juridique	Ils relèvent en principe du droit commun français.	Ils relèvent d'un régime d'exception fixé par l'administration coloniale.
Justice et sanctions	Les infractions sont jugées selon les procédures ordinaires prévues par la loi.	Certaines « infractions spéciales » peuvent être sanctionnées administrativement.
Autorité locale	Les autorités doivent respecter les règles de droit commun applicables aux citoyens.	Les autorités coloniales disposent de pouvoirs renforcés de contrôle et de punition.
Conséquence politique	Ils appartiennent à la catégorie dominante de l'empire.	Ils subissent une inégalité juridique qui limite leur participation et leur autonomie.

Le point à retenir : un régime d'exception

> Un régime d'exception est un ensemble de règles qui ne s'appliquent pas à tous de la même manière. Dans le cadre colonial, le code de l'indigénat permet de punir des habitants pour des actes définis spécialement pour eux, par exemple le déplacement sans autorisation dans certains contextes ou le refus d'obéir à une autorité. Ces sanctions peuvent être décidées par l'administration, sans suivre systématiquement une procédure judiciaire ordinaire. Cette règle ne concerne pas toute la population française : elle s'applique précisément aux personnes classées comme indigènes dans les territoires où ce régime existe.

Repérer les mécanismes de domination

- Une justice inégale. Le code prévoit des infractions propres aux populations colonisées. Le problème n'est pas seulement la sévérité d'une sanction : c'est l'existence même de règles différentes selon l'origine et le statut des personnes. Devant la loi, l'égalité n'est donc pas respectée.
- Le pouvoir administratif. Dans un État de droit, la justice est rendue selon des procédures qui protègent les personnes poursuivies. Avec l'indigénat, des administrateurs peuvent infliger certaines peines. L'administration cumule ainsi un rôle de gestion du territoire et un pouvoir de sanction.
- Le contrôle des populations. Les obligations imposées, les restrictions de déplacement et la surveillance facilitent le maintien de l'ordre colonial. Elles réduisent la liberté des colonisés et rendent plus difficile la contestation de la domination française.
- Une hiérarchie racialisée. Le système colonial justifie les différences de droits par des représentations qui présentent les peuples colonisés comme incapables de se gouverner eux-mêmes. Ces idées racistes servent à légitimer la domination. Tu dois nommer cette logique, sans reprendre à ton compte les préjugés de l'époque.
- Des intérêts économiques et politiques. Contrôler une colonie permet à la métropole d'obtenir des matières premières, d'ouvrir des marchés et d'affirmer sa puissance. Le code de l'indigénat aide à imposer cet ordre colonial, mais il ne résume pas à lui seul toute la colonisation.

Relier l'indigénat aux résistances et à la décolonisation

Les populations colonisées ne sont jamais de simples spectatrices. Elles résistent de différentes manières : révoltes, refus de certaines obligations, défense de leurs terres, création d'associations, presse, revendications politiques et mouvements nationalistes. Des élites colonisées demandent l'égalité des droits ; d'autres réclament l'autonomie, puis l'indépendance. Le code de l'indigénat nourrit ces contestations parce qu'il rend visible la contradiction entre les principes proclamés par la France, notamment l'égalité, et la réalité de la domination

coloniale.Après la Seconde Guerre mondiale, le contexte mondial change. Les empires européens sont fragilisés, les aspirations nationales se renforcent et l'idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes progresse. En 1946, le code de l'indigénat est aboli. Attention : cette abolition est une étape importante, mais elle ne fait pas disparaître immédiatement les inégalités coloniales ni les conflits. Dans plusieurs territoires, les revendications d'indépendance se poursuivent. Pour comprendre la décolonisation, tu dois donc suivre le chemin complet : domination coloniale, inégalités juridiques, résistances, revendications d'égalité ou d'indépendance, puis transformations politiques.Au brevet, un document peut montrer une sanction, une règle coloniale, une photographie d'administrateurs ou un texte de revendication. Ne récite pas seulement une définition. Identifie l'auteur, la date, le territoire et le point de vue du document. Ensuite, prélève un détail précis et explique ce qu'il prouve. Par exemple, si un texte indique qu'une autorité administrative peut punir un indigène, tu peux écrire que le document révèle une justice inégale, car la sanction ne passe pas nécessairement par les garanties de la justice ordinaire. Cette explication vaut davantage qu'une citation laissée seule.

Ta méthode de réponse en quatre mouvements

1. Définis précisément : « Le code de l'indigénat est un régime juridique d'exception appliqué à des populations colonisées dans une partie de l'empire français. » 2. Décris un mécanisme : infractions spéciales, sanctions administratives ou restrictions. 3. Explique la conséquence : les colonisés n'ont pas les mêmes droits que les citoyens français. 4. Replace dans l'histoire : cette inégalité alimente les critiques de la colonisation et les revendications qui accompagnent la décolonisation. Garde ce plan de jeu : définition, preuve, explication, contexte.

Exemples résolus

Analyser une règle coloniale

Énoncé. Un document indique qu'un administrateur peut sanctionner un habitant classé comme indigène pour une infraction particulière. Montre que cette règle crée une inégalité.

1. Étape 1 : identifie le mécanisme. L'administrateur peut prononcer une sanction ; il ne s'agit donc pas seulement d'une décision prise par un tribunal ordinaire.
2. Étape 2 : relève la catégorie visée. La règle concerne les habitants classés comme indigènes et non l'ensemble des habitants.
3. Étape 3 : explique la conséquence. Des personnes vivant sous l'autorité française ne sont pas traitées selon les mêmes règles juridiques.
4. Étape 4 : rédige une réponse complète en reliant le détail du document à la domination coloniale.

Résultat : Cette règle crée une inégalité car elle vise spécifiquement les indigènes et autorise une sanction administrative. Les populations colonisées ne bénéficient donc pas des mêmes garanties juridiques que les citoyens français. Le code de l'indigénat est ainsi un instrument de domination coloniale.

Construire un paragraphe argumenté

Énoncé. Explique en quelques lignes pourquoi le code de l'indigénat contredit le principe d'égalité.

1. Étape 1 : commence par définir le code de l'indigénat comme un régime d'exception colonial.
2. Étape 2 : précise qu'il établit des règles et des sanctions particulières pour les populations colonisées.
3. Étape 3 : compare avec les citoyens français, qui relèvent en principe du droit commun.
4. Étape 4 : conclus clairement sur l'absence d'égalité devant la loi.

Résultat : Le code de l'indigénat est un régime d'exception appliqué à des populations colonisées dans une partie de l'empire français. Il prévoit pour elles des obligations, des infractions et des sanctions particulières, parfois décidées par l'administration. Or les citoyens français relèvent en principe du droit commun. Le code de l'indigénat contredit donc le principe d'égalité devant la loi, car les habitants n'ont pas les mêmes droits selon leur statut.

TA SÉANCE D'ENTRAÎNEMENT

1 Identifier l'idée essentielle ★☆☆

Choisis la bonne définition.

1. Le code de l'indigénat est…

2 Maîtriser le vocabulaire ★☆☆

Associe chaque terme à sa définition.

1. Citoyen français .....
2. Sujet colonial .....
3. Régime d'exception .....

3 Tester tes repères ★☆☆

Indique si chaque affirmation est vraie ou fausse, puis corrige les affirmations fausses.

1. Le code de l'indigénat garantit l'égalité devant la loi. .....
2. Le code de l'indigénat peut donner à l'administration un pouvoir de sanction. .....
3. L'abolition du code de l'indigénat intervient en 1946. .....

4 Comparer sans confondre ★★☆

Complète le tableau avec les expressions proposées : droit commun, régime d'exception, citoyens français, populations colonisées.

1. Les … relèvent en principe du … .

2. Les … soumises à l'indigénat relèvent d'un … .

5 Lire une situation historique ★★☆

Explique ce que révèle la situation suivante.

Dans une colonie, un administrateur inflige une sanction à un habitant indigène pour une infraction spéciale.

.....

.....

.....

6 Construire un raisonnement solide ★★☆

Remets les idées dans l'ordre pour répondre à une question d'analyse.

1. Idées à ordonner : expliquer l'inégalité juridique ; relever la sanction administrative ; définir le code de l'indigénat ; relier le tout à la domination coloniale. .....

7 Rédiger comme au brevet ★★★

Rédige un paragraphe montrant que le code de l'indigénat est un instrument de domination coloniale.

Utilise les mots suivants : régime d'exception, populations colonisées, sanctions administratives, inégalité juridique.

8 Faire le lien historique ★★★

Analyse le lien entre le code de l'indigénat et les revendications de décolonisation.

Explique pourquoi un régime juridique inégal peut nourrir des revendications d'égalité ou d'indépendance.

ÉVALUATION

Réponds avec des phrases précises. Justifie chaque réponse qui demande une explication. **Barème : 20 points**

1. Définis le code de l'indigénat. / 3

2. Explique la différence entre un citoyen français et un sujet colonial. / 4

3. Pourquoi les sanctions administratives montrent-elles une inégalité ? / 4

4. Indique l'année de l'abolition du code de l'indigénat. / 2

5. Rédige un court paragraphe reliant le code de l'indigénat à la domination coloniale. / 5

6. Explique pourquoi l'abolition du code ne suffit pas à mettre fin immédiatement à la décolonisation. / 2

Les conseils de Coach Vince

La preuve avant la conclusion
Dans une analyse de document, cite ou décris d'abord un détail précis, puis explique ce qu'il démontre. Une affirmation sans preuve reste fragile.

Des mots historiques exacts
N'écris pas seulement « les colonisés sont mal traités ». Nomme l'inégalité juridique, le régime d'exception et le pouvoir administratif : ta réponse gagne en précision.

Pour aller plus loin sur exercices-3eme.fr

- **Toutes les fiches de Histoire-géographie en 3e** · /histoire-geographie-3eme/
- **Le domaine « histoire » en 3e** · /histoire-geographie-3eme/histoire/
- **Préparer le brevet (dates, épreuves, méthode)** · /brevet/